

SOURCE - http://www.amnestyinternational.be/doc/article.php3?id_article=3570 -



Rwanda, 1994 : l'humanité au fond du gouffre

9 avril 2004

Rwanda, printemps 1994. En cent jours, de 500 000 à 1 million de Tutsis et de Hutus modérés sont massacrés. Ce génocide se déroule sous les yeux d'une communauté internationale immobile, malgré la présence au Rwanda, avant et pendant les massacres, de soldats des Nations unies. Retour sur cette « faillite de l'humanité ».

1^{er} octobre 1990 : le Front Patriotique Rwandais (FPR), un mouvement politique et militaire opposé au régime du président rwandais Juvénal Habyarimana, lance une offensive militaire à partir de l'Ouganda. Habyarimana, qui contrôle le pays d'une main de fer depuis qu'il a pris le pouvoir par les armes dix-sept ans plus tôt, voit dans cette attaque une menace directe contre la pérennité de son régime. Le mouvement rebelle armé est en effet composé essentiellement de Tutsis, un groupe ethnique minoritaire au Rwanda, recrutés parmi les Rwandais réfugiés en Ouganda. Ses cadres, soutenus par l'hôte anglophone, parlent exclusivement la langue de Shakespeare alors que l'armée et le régime rwandais conservent de très forts liens avec le monde francophone, et en particulier avec Paris.

En réaction, le président Habyarimana et son cercle proche développent une stratégie de propagande visant à exacerber les antagonismes au sein de la population rwandaise. Progressivement, le pouvoir utilise le terme « Rwandais », pour désigner ceux qui soutiennent le président, alors que le terme « ibyitso », ce qui signifie « complices de l'ennemi », est employé pour qualifier la minorité tutsie et l'opposition hutue.

À partir de la mi-octobre 1990 jusqu'en avril 1994, le régime va organiser en sous-main une série de six massacres, provoquant la mort de centaines de Tutsis, et d'opposants hutus.

Le fantasme de la minorité conquérante

Les succès militaires remportés au cours de l'année suivante par le FPR et la conclusion d'un accord de paix défavorable au régime - stipulant notamment que les responsables publics, et ce y compris le président, pourraient être poursuivis pour des abus commis dans le passé - confrontent le clan Habyarimana à l'imminence de la perte du pouvoir et de ses privilèges. Face à cette perspective de prise du pouvoir par un mouvement dominé par la minorité tutsi, les Hutus les plus radicaux vont transcender leurs divergences partitiques pour mettre sur pied un mouvement hutu transpartis, baptisé Le pouvoir hutu, et le doter d'un outil de propagande, la Radio Télévision Libre des Mille Collines (RTLM), qui allait rapidement prouver sa sinistre efficacité.

Les événements d'octobre 1993 chez le voisin burundais - meurtre par des Tutsis du président hutu Melchior Ndadaye, élu lors d'élections libres quelques mois plus tôt - n'allaient qu'attiser ce spectre du renversement de la majorité hutu par la minorité tutsi. De quoi donner encore un peu plus de vigueur aux appels à la « solidarité ethnique ».

Au cours de l'année 1993, les responsables militaires et politiques, privilégiant une ligne dure face au FPR, commencent à armer les milices naissantes, dont les tristement célèbres Interahamwe (« Ceux qui attaquent ensemble »). Des hommes d'affaires proches d' Habyarimana importent massivement des machettes et assurent leur distribution au sein de la population hutue.

Fin mars 1994, Le Pouvoir hutu est fin prêt pour coordonner le massacre des opposants au régime, qu'ils soient tutsis ou hutus. Le crash de l'avion présidentiel le 6 avril 1994, à la suite d'un tir de missile dont l'origine mystérieuse suscite encore aujourd'hui bien des questions, donne le coup d'envoi du génocide.

La garde présidentielle et les troupes de l'Armée gouvernementale rwandaise, dont le colonel Bagosora vient de prendre le contrôle, procèdent immédiatement aux exécutions des membres modérés hutus du gouvernement de transition - dont la première ministre Agathe Uwilingiyimana et les 10 paracommandos belges assignés à sa sécurité - et des leaders des partis d'opposition. Très rapidement l'ensemble du pays est touché par les purges. Le

7 avril, à midi, les leaders politiques modérés du Rwanda ont tous été massacrés, ou bien sont parvenus à se cacher.

Bagosora met à profit la reprise des combats par le FPR, en réaction à l'attaque de son quartier général de Kigali par la garde présidentielle [1], pour convaincre les derniers chefs militaires hésitants à rallier le projet génocidaire. Afin de « motiver » la population à prendre part au « travail », les autorités offrent nourriture, boisson et drogue, uniformes militaires et petits paiements en cash à des jeunes hommes sans emploi. Elles encouragent les cultivateurs à piller les fermes et à dérober le bétail appartenant aux Tutsis, en leur assurant qu'ils pourront prendre possession des terres laissées vacantes. La machine est en marche...

L'ONU plie bagages

La désaffection onusienne - les troupes belges confirmant leur retrait de la MINUAR à la suite de la mort des dix paras - et les opérations aéroportées visant à assurer le rapatriement des expatriés occidentaux, dans une totale indifférence vis-à-vis de la population civile massacrée, confirment l'abandon du Rwanda par la communauté internationale. À partir du 15 avril, il apparaît clairement aux planificateurs du génocide que le Conseil de sécurité des Nations unies ne va pas donner l'ordre aux troupes onusiennes d'arrêter les massacres de civils. Ils peuvent poursuivre leurs plans, sans même attendre le retrait de la majorité des casques bleus, décidé une semaine plus tard par le Conseil de sécurité.

Leur souci immédiat est de consolider les structures susceptibles d'appliquer la « purification ethnique » au centre et au sud du pays, zones du pays échappant à la mainmise du parti du défunt président. Ils y parviennent en multipliant les réunions de préfets et bourgmestres, et en lançant des appels via la radio à « l'unité des forces dans la bataille contre l'ennemi commun ».

En dépit de la reprise de la guerre civile, les planificateurs parviennent remarquablement bien à assurer la communication avec les provinces, la transmission des ordres à la population s'opérant par le biais des préfets et des bourgmestres. Le message est clair : assurer l'« autodéfense » contre les « complices ».

Une entreprise génocidaire en quatre temps

À Kigali, au cours des premiers jours du génocide, les agresseurs s'en prennent à des cibles identifiées de longue date et ratissent la ville en se rendant de maison à maison, tuant les opposants tutsis et hutus. Le préfet de Kigali ordonne notamment à la population locale d'ériger des barricades afin de capturer les Tutsis qui tentent de s'échapper.

Trois jours après le début des massacres, les planificateurs commencent à développer une nouvelle stratégie : les Tutsis sont dorénavant rassemblés dans des bâtiments officiels, des écoles, des églises où ils sont mis à mort.

Vers la fin avril, les autorités lancent une campagne de « pacification » visant à mieux contrôler les massacres. Sensibles aux critiques extérieures, pourtant fort timides, les organisateurs mettent fin aux massacres à grande échelle et cherchent à mieux contenir ceux qui, abusant de leur permis de tuer, règlent de vieux contentieux avec des Hutus ou d'autres qui laissent la vie sauve aux Tutsis contre de l'argent ou autres faveurs...

La « pacification » vise également à leurrer les Tutsis afin que les survivants sortent de leur cache.

Mi-mai, la phase finale est lancée. Son but : dénicher les Tutsis ayant trouvé une cache sûre, éliminer les femmes et les enfants et ceux qui, de par leur statut (prêtre, personnel soignant...), avaient été épargnés.

Source principale :

Leave None to Tell the Story. Genocide in Rwanda, Rapport Human Rights Watch-FIDH, Mars 1999, consultable sur <http://www.hrw.org/reports/1999/rwanda> **Denis Grégoire**
Source - http://www.amnestyinternational.be/doc/article.php3?id_article=3570 -

[1] Un bataillon du FPR avait en effet été envoyé à Kigali à la suite de la signature des accords de paix d'Arusha